

FORUM CIVILE EUROMED 2003

Si è svolto in Grecia, a Chania nell'isola di Creta, dal 1 al 4 maggio 2003, il Forum Civile Euromed, ospitato nelle strutture dell'Istituto Mediterraneo di Agroeconomia (MAICH).

Le tematiche principali affrontate sono state:

1. Il dialogo culturale: osmosi e tolleranza
2. Il dialogo religioso
3. Educazione interculturale
4. Soluzioni pacifiche: dialogo interculturale e coesistenza nelle zone di conflitto

Contemporaneamente si sono svolti ateliers paralleli con contenuti di discussione più specifici nel quadro del Dialogo Interculturale. Hanno partecipato al Forum oltre 400 rappresentanti della Società civile, intellettuali e ricercatori provenienti da 39 Paesi (Paesi membri del Partenariato Euro-Mediterraneo, Paesi prossimi ad entrare nell'Unione Europea, Paesi mediterranei che non fanno parte del Partenariato).

La Fondazione Laboratorio Mediterraneo - organizzatrice del I° e II° Forum civile Euromed di Barcellona e Napoli - ha proposto sinergie con il prossimo Forum Civile Euromed programmato a Napoli il 28, 29 e 30 novembre 2003.



I PARTECIPANTI

400 rappresentanti della società civile, degli intellettuali e dei ricercatori provenienti da 39 paesi (paesi membri del Partenariato Euro-Mediterraneo, paesi in via d'integrazione all'Unione europea, paesi mediterranei che non fanno parte del Partenariato) che hanno sostenuto le loro prove nell'interesse e l'azione nell'ambito del Dialogo Interculturale nel bacino del Mediterraneo, sono stati invitati al Forum Civile di Chania.



COMUNICATO STAMPA

Chania, 1-4 maggio 2003

FORUM CIVILE EUROMED

Si svolgerà in Grecia, a Chania nell'isola di Creta, dal 1 al 4 maggio 2003, il Forum Civile Euromed, ospitato nelle strutture dell'Istituto Mediterraneo di Agroeconomia (MAICH).

Le tematiche principali affrontate saranno:

1. Il dialogo culturale: osmosi e tolleranza
2. Il dialogo religioso
3. Educazione interculturale
4. Soluzioni pacifiche: dialogo interculturale e coesistenza nelle zone di conflitto

Contemporaneamente si svolgeranno ateliers paralleli con contenuti di discussione più specifici nel quadro del Dialogo Interculturale.

Parteciperanno al Forum oltre 400 rappresentanti della Società civile, intellettuali e ricercatori provenienti da 39 Paesi (Paesi membri del Partenariato Euro-Mediterraneo, Paesi prossimi ad entrare nell'Unione Europea, Paesi mediterranei che non fanno parte del Partenariato).

IL PROGRAMMA – du 1° au 4 may 2003 – Chania – Crete - Grece

JEUDI 1 MAI

Toute la journée
Arrivée des participants et inscription

20:30
Dîner de bienvenue

VENDREDI 2 MAI

09:00 - 10:00
• Ouverture officielle du Forum Civil

SESSION 1

- 10:00 - 11:00 Session plenière
- 11:00 - 11:30 Pause café
- 11:30 - 13:00 Session plenière
- 13:00 - 14:30 Déjeuner

SESSION 2 – ATELIER

- 14:30 - 16:00
- Dialogue des Cultures
 - Dialogue des Religions
 - Education Interculturelle
 - Solutions Pacifique osmose et tolérance
 - Dialogue Interculturel et Coexistence dans les zones de conflit

Interventions

Interventions des représentants de zones de conflit dans la région euro-méditerranéenne

Discussion

16:00 - 16:30
Pause café

SESSION 3

- 16:30 - 18:00
- Discussion
 - Interventions des représentants de zones de conflit dans la région euro-méditerranéenne

20:30
Diner

SAMEDI 3 MAI

SESSION 4 – ATELIER

- 09:00 - 11:00
- Dialogue des Cultures
 - Dialogue des Religions
 - Education Interculturelle
 - Solutions Pacifique
 - Dialogue Interculturel et Coexistence dans les zones de conflit

Bref rapport du jour précédent par le Rapporteur
Présentation des conclusions préliminaires
Interventions par des représentants de zones de conflit dans la région euro-méditerranéenne
Discussion

11:00 - 11:30
Pause café

SESSION 5

- 11:30 - 13:00
- Présentation des conclusions préliminaires
 - Discussion

13:00 - 14:30
Déjeuner

SESSION 6

- 14:30 - 16:00
- Poursuite des discussions
 - Rédaction d'un document final

16:00 - 16:30
Pause café

SESSION 7

16:30 - 18:00

- Finalisation des conclusions
- Fermeture de l'atelier

DIMANCHE 4 MAI

SESSION 8

09:00 - 11:00

- Session plénière
- Présentation de la synthèse des conclusions sous forme d'une Déclaration Civile auprès des Ministres des Affaires Etrangères du PEM

11:00 - 11:30
Pause café

SESSION 9

11:30 - 13:00

- Fermeture
- Déjeuner

* Un grand nombre d'ateliers plus petits et autres manifestations auront lieu parallèlement aux quatre ateliers principaux sur le site du Forum ainsi que dans la ville de Chania avoisinante *



LE CONCLUSIONI

Nous, membres et représentants de la société civile des pays euroméditerranéens nous sommes réunis aujourd’hui dans l’île de Crète afin de discuter du dialogue entre les cultures dans notre région.

L’île de Crète est la plus grande des îles grecques et de la Méditerranée après Sicile, Sardaigne, Chypre et la Corse. Son développement culturel pendant l’ère du bronze est comparable dans les réalisations artistiques et culturelles aux civilisations contemporaines en Mésopotamie et en Egypte. C’est en Crète que nous trouvons les origines de l’art Minoen.

De nos jours, nous trouvons en Crète des traces de toutes les composantes de la culture Méditerranéenne.

En tant que point de rencontre entre l’Asie, l’Afrique et l’Europe, la Méditerranée a une histoire exceptionnelle qui remonte à dix mille ans. Nulle autre région n’a connu une telle succession de civilisations dans une période de temps (relativement) aussi courte. Lieu d’origine des religions, elle fut longtemps considérée comme le centre du monde connu.

La Méditerranée a été le berceau des grandes découvertes philosophiques et scientifiques. Ce sentiment profond d’identité qui caractérise les peuples qui vivent sur ses bords a souvent été source de conflits, mais ces conflits n’ont jamais définitivement empêché les gens de voyager ni les idées de circuler.

Parmi les Principes Fondamentaux établis par la Déclaration de Barcelone, ceux qui concernent la dimension culturelle et humaine du Processus Euroméditerranéen sont une condition nécessaire pour un partenariat authentique et équitable. Cela a été souligné aussi bien lors de la réunion des Ministres de la Culture à Bologne (Avril 1996) que lors de celle de Rhodes (Septembre 1998) et aussi dans le Workshop de Stockholm (Avril 1998) sur la nécessité d’une meilleure compréhension et d’un respect mutuel entre les différentes cultures.

Nous, les associations et les organisations de la société civile, nous pensons que l’objectif général du partenariat serait de faire de la Méditerranée un lieu de dialogue d’échange et de coopération, afin de garantir la paix, la stabilité et la prospérité et de renforcer la justice, la démocratie et le respect des droits de

l’homme et des droits des peuples, une économie équitable et le progrès social, des mesures pour lutter contre la pauvreté et pour protéger l’environnement. Personne n’est obligé d’appartenir à une religion ni de déclarer ses opinions religieuses et ses croyances.

Nous croyons au renforcement de la participation de la société civile dans le processus décisionnel du Partenariat Euroméditerranéen (et plus particulièrement la société civile dans les pays du sud et dans les pays en voie d’adhésion à l’Union Européenne) en leur fournissant les moyens pratiques et juridiques pour agir.

Nous croyons que la pluralité des cultures est une des plus précieuses conquêtes de la région euroméditerranéenne et que nous devons la sauvegarder et la préserver, ainsi que toutes les richesses qui constituent le patrimoine commun de l’humanité.

Nous croyons fermement, aux objectifs et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, à la Déclaration sur la Diversité Culturelle de l’UNESCO (Novembre 2001) et à l’Esprit Olympique pour fonder un avenir pacifique par l’éducation des jeunes.

Nous approuvons le dialogue entre les cultures et les civilisations comme instrument approprié pour parvenir à une interaction constructive et à une coopération effective entre les nations et pour lutter contre le fanatisme, l’intolérance, et les discriminations raciales religieuses, ethniques, de langue ou basées sur le genre, l’âge ou l’orientation sexuelle.

Nous approuvons la promotion de la connaissance et du respect mutuel entre les cultures, les traditions et les valeurs, qui existent dans les pays membres du Partenariat.

Nous aimerais voir des efforts réels d’identification et de dépassement des obstacles qui empêchent le processus pour un dialogue interculturel sincère la mise en place et en œuvre d’une éducation interculturelle.

Nous approuvons la défense de la libre circulation des idées et des opinions dans ce dialogue. La liberté d’expression des intellectuels et des artistes est une partie inséparable et indivisible des droits de la personne humaine. Ils devraient être garantis par les Etats membres du Partenariat comme une condition préalable et

nécessaire pour la réalisation du dialogue.

Nous encourageons la circulation des acteurs du dialogue entre les différentes cultures sachant qu’il ne peut y avoir de véritable partenariat culturel sans contact humain.

Nous considérons les sciences humaines, les arts, les cultures et le commerce comme un fonds pour la compréhension des sociétés et comme des domaines qui facilitent la coopération.

Nous croyons à la valeur et à l’importance de l’existence de réseaux et d’organismes indépendants et non gouvernementaux, actifs dans différents secteurs de la société, acteurs que nous appelons société civile. Nous croyons qu’il est très important de donner à ces institutions de la société civile euroméditerranéenne l’importance qui leur revient.

Nous croyons qu’un Forum Civil Euroméditerranéen devrait définir un agenda politique en mettant sur la table les sujets d’intérêt général cruciaux et plaider pour l’adoption par les gouvernements du Partenariat Euroméditerranéen d’une thématique similaire.

Nous soulignons que nos efforts et interventions pendant le dialogue interculturel consistent à :

1. Adopter des politiques culturelles en consultation avec les acteurs de la société civile.

2. Promouvoir l’éducation et de la communication des cultures et du savoir-faire.

3. Procurer aux jeunes les moyens de renforcer leur participation au dialogue interculturel.

4. Abolir le monopole de l’Etat ou le monopole privé, et toute autre forme de censure.

Ces conditions devraient être mises en œuvre par les acteurs compétents du Partenariat, pour être inclus au dans l’agenda de l’Union Européenne ou être définis comme relevant de la responsabilité de l’Etat.

Nous souhaiterions que les programmes culturels MEDA soient renforcés et plus de transparence dans la procédure.

Nous insistons sur la nécessité de la protection, de la préservation, de la diffusion et de la restitution, quand

celui-ci a été détérioré, de l’héritage culturel et des traditions des pays euroméditerranéens; ainsi qu’à l’orientation de l’éducation des jeunes vers les sujets mentionnés ci-dessus, comme moyen pour éviter la répétition du vandalisme des trésors du patrimoine mondial, comme cela c’est produit lors du bombardement et de l’occupation de l’Iraq ou pendant le régime des Talibans en Afghanistan.

Nous insistons particulièrement sur notre revendication de voir notre précieux héritage culturel, archéologique et architectural, commun à toute la Méditerranée préservé et protégé. Nous souhaitons le faire revivre et le rendre fonctionnel de manière créative. L’architecture basée sur la pierre et le bois, le principe du recyclage et des formes douces d’énergie constituent un élément important de la façon de vivre dans la région et de son développement durable.

Nous sommes convaincus qu’il faudrait travailler dans le sens d’une prise de conscience toujours grandissante et d’une meilleure information pour la totalité de la société euroméditerranéenne – grâce à des programmes d’éducation et d’échange mais aussi grâce à la contribution des médias qui doivent assurer leur rôle de diffusion de l’information – sur les sérieux problèmes qui touchent notre région, comme l’immigration, la condition des réfugiés, des femmes, des enfants des groupes sociaux vulnérables, l’instabilité politique et la corruption, la pauvreté ainsi que la dégradation de l’environnement. Mieux encore, tous les pays de la région devraient immédiatement adhérer à certains accords régionaux, conventions et programmes de sorte à ce que le développement durable de la région euroméditerranéenne soit réalisé.

Nous soulignons l’importance du rôle des femmes qui devrait être renforcé, et l’importance de l’accès des femmes à une meilleure éducation selon la Résolution 1325 et la 5ème Résolution de la Rencontre Ministérielle de Skopje au courant de cette année. Les femmes non seulement en tant que victimes mais aussi en tant que membres actifs dans le processus de la paix et en tant qu’acteurs du changement devraient voir leur position renforcée et occuper des postes là où ont lieu les négociations de plus haut niveau.

LE CONCLUSIONI

Nous soulignons l'importance des ONG des jeunes dans le rôle qu'elles peuvent jouer afin de contribuer au dialogue multiculturel et à la coexistence pacifique dans la région. Nous encourageons fortement les institutions compétentes à assumer la responsabilité de renforcer et appuyer de façon encore plus vigoureuse les programmes d'échanges culturels entre les jeunes et les congrès des jeunes sur la gestion des conflits et les sujets de politique internationale.

Nous mettons l'accent sur le besoin d'un processus de participation dans la préparation des Fora Civils et nous sommes très concernés par le manque de continuité dans le processus ainsi que par le non suivi des recommandations sur des sujets cruciaux par les Gouvernements des Etats Membres du Partenariat.

Le groupe de travail sur le Dialogue des cultures suggère en outre que les échanges et le Dialogue culturel peuvent être créés de façon concrète et positive à partir de projets tels ceux présentées par les organisations qui ont participé au Forum :

l'élaboration de normes sociales communes dans les activités des syndicats, le festival de Thessalonique des Femmes Créateurs des deux rives de la Méditerranée et de la mer des Balkans, le Conservatoire du Goût de la Méditerranée, etc. Nous faisons appel à l'Union Européenne pour assurer que de nouvelles mesures seront prises pour développer et appuyer ce genre de coopération et de participation dans toute la Méditerranée.

Le groupe de travail sur le Dialogue des Religions souligne par ailleurs que le dialogue interculturel à tout niveau, la gestion démocratique du pluralisme religieux et la justice dans les relations internationales devront être renforcés et intensifiés, afin de promouvoir la compréhension mutuelle qui est une condition nécessaire pour fonder une coexistence pacifique. Il met aussi l'accent sur le fait que toute action violente au nom de la religion est condamnable ; que toutes les religions sont invitées à accomplir leurs pratiques religieuses dans le respect des droits de l'homme, que toutes les institutions religieuses et les organisations interreligieuses sont invitées à renforcer leur coopération et d'encourager le respect de l'espace public commun, que les écoles (circulaires, manuels, enseignants) devraient fournir des informations

amples et fiables sur les religions et encourager l'esprit de respect mutuel et que l'héritage religieux de toute la région devrait être préservé et renforcé.

Le groupe de travail sur l'Education Interculturelle souligne en outre la nécessité absolue de mettre en place un Observatoire qui s'occupera des sujets d'éducation et de culture.

Le groupe de travail sur les Solutions Pacifiques, Dialogue Interculturel et la Coexistence Pacifique dans les Zones de conflit, a eu l'occasion d'entendre des témoignages directs des protagonistes du grand mouvement de la paix à Chypre qui a traversé la Ligne Verte, et qui suite à la modération des restrictions, a permis aux populations chypriotes turques et grecques de revisiter les villages qu'ils avaient connu des années auparavant dans leur jeunesse. Nous avons été satisfaits des mesures prises des deux côtés car ces mesures ont créé un climat très positif de réconciliation entre les communautés chypriotes, grecques et turques. Nous faisons appel aux dirigeants pour abréger les négociations et conclure un arrangement politique qui appuiera le changement qui s'est déjà produit sur le terrain.

Ces changements ont encouragé toutes les ONG qui agissent pour la paix dans ce groupe de travail, et qui continuent à jouer un rôle social et civique fondamental même dans les moments les plus noirs des conflits, à garder espoir et consolider leur dynamisme pour agir en faveur de la paix. Les participants ont écouté mutuellement leurs histoires respectives qui témoignent de la difficile tâche à accomplir quand on travaille dans les larmes et la souffrance des groupes, des villages et des communautés ethniques pour rétablir le dialogue entre ceux que le conflit a divisés, que ce soit à Chypre, au Moyen Orient dans les Balkans, dans l'Irlande du Nord ou au Pays Basque. Nous intensifions nos efforts pour encourager nos représentants à approfondir le Dialogue et de mettre en place des projets concrets qui engageront les populations quel que soit le côté d'où elles viennent. Nombre de ces projets sont viables et devraient inclure les affaires, l'environnement et les activités artistiques et sportives.

D'autres projets intercommunautaires resteront difficiles à réaliser parce que l'équilibre des pouvoirs et des

volontés nécessite une assistance extérieure de la part des ONG pour rétablir le dialogue entre les deux parties en conflit.

Nous faisons appel à l'Union Européenne et à nos Gouvernements Nationaux pour appuyer ce travail de prévention débutant des représentants de la société civile et d'approfondir la pénétration du processus de paix sur le terrain. Des efforts spéciaux devraient continuer à renforcer le rôle des femmes et des jeunes parce que trop souvent ils passent inaperçus et nous devons mettre en valeur leur contribution dans le processus en faveur de la paix. Il est aussi nécessaire de mettre en place des formations pour renforcer la société civile et lui donner les moyens d'agir dans pays qui vont prochainement adhérer à l'Union Européenne, dans la région de Chypriotes Turcs, ainsi que dans la situation compliquée en Iraq.

Nous demandons à la Conférence Euroméditerranéenne des Ministres des Affaires Etrangères qui aura lieu à Héraklion le 27 mai et aux Gouvernements Nationaux de renforcer leurs efforts pour une paix durable et compréhensive et pour la sécurité dans la région.

Nous dénonçons la politique hégémonique de Bush qui conduit à une situation de crise et de tension toujours grandissante à travers le monde entier et plus précisément dans la région méditerranéenne.

Nous confirmons notre dévouement pour une résolution pacifique du conflit entre l'Israël et la Palestine.

Nous demandons le retrait d'Israël des territoires palestiniens, syriens et libanais et l'application des Résolutions adoptées par les Nations Unies et les respects du droit de tous les peuples de la région, à la paix, à la sécurité, et à la démocratie.

Nous pensons fermement que la guerre contre l'Iraq et l'occupation de ses territoires, pendant lesquels de milliers de tonnes de bombes de destruction massive ont été lâchés était illégaux et illégitimes puisque les opérations ont été conduites en dehors des règles établies par les Nations Unies et la Loi Internationale et condamnés de manière générale.

Nous demandons le retrait immédiat des forces Anglo-Américaines de l'Iraq et leur non-intervention dans les affaires intérieures du pays.

Les Nations Unies doivent jouer le rôle central dans le processus de transition

vers un Etat iraquiens démocratique, autonome et pluraliste et aussi dans sa reconstruction, qui exige la participation de tout le peuple irakien y compris des représentants des organisations de la société civile.

Remarque: Le Centre de Médiation de l'Irlande du Nord, Malgré sa participation au forum, s'est abstenu de ratifier la résolution ci dessus.

